

Interview

Van Parijs: «La Belgique nous survivra»

Interpellé par la longue crise institutionnelle que traverse le pays depuis juin 2007, Tony Van Parijs, professeur d'économie et d'éthique sociale à l'UCL et à Harvard, vient de lancer avec Paul De Grauwe, professeur d'économie à la KU Leuven, l'initiative Re-Bel, pour «Rethinking Belgium», qui se veut un lieu de débat sur la réforme des institutions fédérales belges.



Philippe Van Parijs

Professeur à l'UCL et à Harvard et co-fondateur de l'initiative Re-Bel

L'initiative Re-Bel doit-elle être considérée comme un nouveau think tank ?

Non. Un think tank renvoie à un groupe relativement fermé de chercheurs. Nous nous voulons au contraire un milieu intellectuel extrêmement ouvert dans lequel des gens de deux communautés académiques du pays — et au-delà —

puissent se rencontrer pour penser sérieusement à l'avenir du pays.

Pourquoi des universitaires décident-ils de s'impliquer dans le débat institutionnel ?

Notre rôle universitaire est de participer activement au débat public. Je m'oppose farouchement à l'idée que nous ne pourrions intervenir dans le domaine étroit de notre expertise. Sur un plan plus spécifique, nous avons le sentiment que nos responsables politiques sont coincés dans un jeu qui les paralyse. Ce fut particulièrement manifeste lors de la longue crise qui a précédé la formation du gouvernement Letermé. Nous avons besoin de réformes bien pensées et pas de réformes décidées à cinq heures du matin après une nuit de négociation sur des points d'importance secondaire. Les universitaires ne

doivent pas discuter chacun de leur côté avec des membres de la classe politique, mais au contraire réfléchir ensemble et de manière rigoureuse.

Parmi les inscrits se trouvent bon nombre de représentants de la communauté internationale. La Belgique est-elle toujours considérée comme un laboratoire institutionnel ?

Nous avons effectivement beaucoup de membres des personnels d'ambassades et des institutions européennes parmi les inscrits. Ce qui est frappant, c'est l'intérêt de la communauté internationale — y compris la presse — présente à Bruxelles.

condition, c'est que les propositions soient argumentées d'une manière intelligente. Il est évident qu'un certain nombre de thèses ne passeront pas le filtre de cette discussion sérieuse. Mais il ne s'agit pas de les exclure au préalable.

L'idée d'une circonscription fédérale est toujours dans vos cartons ?

L'initiative Re-Bel ne formule pas de propositions, ni aujourd'hui ni demain d'ailleurs. Nous mettons en place un lieu où des idées peuvent être discutées. Nous mettons la priorité sur les questions qui nous engagent à long terme, y compris celles qui peuvent entraîner une reconfiguration de nos institutions

de l'ensemble des universités du pays sont arrivés à cette même conclusion et ont dès lors décidé de la défendre ensemble. Ce qui est crucial, c'est de ne pas se laisser brider par la pensée unique — plutôt la double pensée unique — qui règne actuellement dans notre pays. Nous nous «rebelleons» contre toute forme de pensée unique.

Le fait que vous lancez ce forum de discussion illustre-t-il le fait que Flamands et francophones ont évolué dans des mondes séparés ces dernières années ?

Jusque dans les années soixante, il y avait pas mal d'interactions entre les universités du nord et du sud du pays. Certains professeurs enseignaient des deux côtés de la frontière linguistique. Cette période a pris fin en même temps que l'éclatement des partis politiques nationaux et la mise en place des Communautés. On s'est ainsi retrouvés privés de lieux où les deux communautés pouvaient se rencontrer de manière spontanée. Du coup, on s'est rendu compte que, au moment où des crises surviennent, les universitaires n'avaient pas débarrassé le terrain.

Vous êtes optimiste pour l'avenir de la Belgique ?

Oui. L'histoire du fédéralisme belge

ne fait que commencer. À mes yeux, il n'y a aucun doute que la Belgique nous survivra. Pas parce que la Belgique serait une fin en soi. C'est au contraire un instrument artificiel au service des gens qui y habitent, tout comme la Flandre, la Wallonie et l'Europe sont des paquets institutionnels. Nous avons besoin de la Belgique. Les Flamands ne quitteront pas la Belgique sans Bruxelles. Les Wallons ne quitteront pas la Belgique sans Bruxelles. Et Bruxelles ne pourra pas s'agrandir, parce que la Flandre et la Wallonie se retrouveraient, chacune, privées de leur province la plus riche. Flamands, Wallons et Bruxellois doivent gérer cette vaste agglomération dont Bruxelles n'est que le

centre. Et pour le faire d'une manière efficace, il faut faire fonctionner un État fédéral belge, mais qui puisse être profondément modifié. Je suis convaincu que nous irons rapidement vers un fédéralisme des Régions dans lequel les Communautés ne jouent plus qu'un rôle de coordination. En Europe et dans le reste du monde nous avons besoin de faire fonctionner des démocraties plurilingues. C'est plus compliqué que de faire interagir plusieurs opinions publiques. Se replier sur des entités unilingues est une option qui pourrait se défendre au XIX^e siècle, voire encore un peu au XX^e siècle, mais qui n'a aucun sens au XXI^e siècle. ◊ Propos recueillis par Jean-Paul Bombarda

Re-Bel, c'est quoi ?

Parmi les membres fondateurs de Re-Bel, outre Philippe Van Parijs et Paul De Grauwe, on trouve Bea Cantillon (Université d'Amers), Mathias Dewatripont (ULB), Erik Schokkaert (KUL) et Jean-François Thisse (UCL). Re-Bel planche actuellement sur plusieurs ouvrages collectifs («e-books») qui visent à alimenter le débat institutionnel. Deux e-books ont déjà été publiés : l'un traite de la régionalisation du

marché de l'emploi, l'autre de l'interaction entre le principe de subsidiarité et la solidarité interpersonnelle. L'initiative Re-Bel est sponsorisée par la Fondation Universitaire qui accueillera tous les événements de Re-Bel, à commencer par l'événement public inaugural qui aura lieu ce jeudi sous la forme d'un colloque, qui affiche complet. www.rethinkingbelgium.eu

Point de vue

Et si le DTS devenait notre nouvelle devise de référence ?

BARRY EICHENGREEN, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE ET DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE À BERKELEY

La déclaration de Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la Banque populaire de Chine, selon laquelle le Droit de tirage spécial (DTS) du FMI devrait remplacer le dollar en tant que devise de référence a fait sensation, entraînant des réactions mitigées. Ses partisans ont reconnu la contradiction inhérente à un système dans lequel une devise nationale sert de référence internationale. Les banques centrales cherchent tout naturellement à augmenter leurs réserves en période de croissance économique. Ces réserves étant essentiellement en dollars, cela accroît la demande en devise américaine. Cela permet aux USA de financer leur déficit extérieur à un coût artificiellement bas, provoquant des déséquilibres qui conduisent inéluctablement à un crash. Les récents événements illustrent ce problème et le gouverneur Zhou a raison d'en appeler à un autre système.

LES OBSTACLES

Mais les sceptiques se demandent si le DTS pourra jamais remplacer le dollar en tant que devise principale constituant les réserves, ceci pour la bonne raison que le DTS n'est pas une monnaie, c'est une unité de compte composite que le FMI utilise pour faire crédit à ses membres. Elle peut être convertie en dollars ou en autres devises par le Fonds et être utilisée pour des transactions officielles entre pays membres du Fonds, mais elle ne peut servir dans d'autres transactions menées par les banques centrales ou les gouvernements. On ne peut pas y avoir recours pour intervenir sur le marché des changes ou dans d'autres transactions. Autrement dit, le DTS n'est pas quelque chose d'intéressant pour les réserves officielles. Cette situation n'est pas facile à changer. Malgré les hauts et les bas de l'économie américaine, les valeurs en dollars restent la principale forme de réserve en raison de la liquidité et de la profondeur sans précédent des marchés américains. Les banques centrales peuvent acheter et vendre des valeurs en dollar sans déstabiliser ces marchés. Intervient également un facteur pratique : le

dollar est abondamment utilisé dans toute une palette de transactions. Aussi, l'euro lui-même n'est-il pas parvenu à déloger le dollar de sa position d'instrument de réserve internationale. Et il sera encore plus difficile pour le DTS d'y réussir.

COMMENT BOOSTER LE DTS ?

Pour autant, ce qui est difficile n'est pas impossible. Si la Chine veut véritablement attribuer au DTS le statut de devise, elle doit prendre des mesures pour créer un marché suffisamment liquide basé sur des créances en DTS. Elle pourrait par exemple émettre des obligations en DTS, ou mieux encore, encourager les autres pays du G20 à faire de même. Ils auraient à en payer le prix, car au début

faible écart entre prix de vente et prix d'achat, compétitifs par rapport à ceux en dollar. Le dollar a acquis son statut de devise internationale durant les années 1920, lorsque la Réserve fédérale nouvellement créée a commencé à vendre et acheter des acceptations bancaires en dollar, soutenant le marché et améliorant sa liquidité. Si la communauté internationale envisage sérieusement d'utiliser le DTS en tant que devise de référence internationale, elle doit donner au FMI les moyens d'y parvenir.

ÇA COÛTERAIT CHER

Cela aussi aura un coût. Le FMI devra utiliser des ressources bien réelles pour subventionner le marché jusqu'à ce que les intervenants privés le considèrent comme suffisamment attractif pour fournir les mêmes services à un prix comparable. Les actionnaires du Fonds devront accepter de financer cette opération. Mais à nouveau, il s'agit d'investir dans un système monétaire international plus stable. Transformer le DTS en une véritable devise internationale suppose de surmonter d'autres obstacles. Le FMI devra pouvoir émettre des DTS supplémentaires en période de pénurie, à la manière de la Fed qui durant le deuxième semestre 2008 a fourni des swaps en dollars pour assurer la liquidité de la devise américaine. Pour le moment, les pays qui détiennent 85 % des droits de vote au FMI doivent se mettre d'accord avant même l'émission de DTS, ce qui ne va pas dans le sens de la liquidité. La direction du FMI devra aussi pouvoir décider de l'émission de DTS, à l'image de la Fed qui peut décider d'offrir des swaps sur devises. Il faudrait donc que le FMI devienne une sorte de banque centrale mondiale et un prêteur international de dernier recours. Avant la crise ces idées auraient été rejetées sur le champ. Même maintenant, elles ne se matérialiseront pas du jour au lendemain. Mais telles sont les implications de la déclaration du gouverneur Zhou. ◊

► Copyright : Project Syndicate, 2009. Traduit de l'anglais par Patrice Horowitz. www.project-syndicate.org



PHOTO: SHUTTERSTOCK

LA VALEUR DE VOTRE MAISON A-T-ELLE AUGMENTÉ ? OU DIMINUÉ ?



Quelle est la valeur de vos biens immobiliers après la crise financière ?

Hier, vous vous demandiez de combien la valeur de votre bien immobilier avait augmenté. Aujourd'hui, avec la crise, a-t-il réellement progressé ? Votre maison, votre appartement, votre terrain ou votre seconde résidence valent-ils plus... ou moins ? Vous trouverez la réponse dans le Grand Guide Immobilier 2009 de L'Echo. Un numéro à conserver avec tous les prix actualisés par région et par commune.

Le Grand Guide de l'Immobilier 2009. Ce samedi, gratuit avec L'Echo.

Soyez de ceux qui comptent.

L'Echo
www.echo.be